



Présentation de la
Canadian Media Production Association
(CMPA)

au

Comité permanent des finances
de la Chambre des communes

dans le cadre du

Processus de consultations prébudgétaires 2011

Le vendredi 12 août 2011

Résumé

La Canadian Media Production Association (CMPA) souhaite remercier le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui donner l'occasion de participer à l'élaboration du prochain budget du gouvernement du Canada.

En tant qu'association nationale de l'industrie représentant les grandes entreprises de production indépendantes canadiennes œuvrant dans le secteur de la télévision, des longs métrages et des médias interactifs sur le marché anglophone, nous avons à cœur de poursuivre notre collaboration avec tous les ordres de gouvernement et les autres intervenants afin de stimuler la croissance de l'emploi et l'investissement des entreprises dans notre secteur.

Le secteur de la production indépendante est très reconnaissant au gouvernement du Canada du soutien qu'il lui offre chaque année. Nous apprécions également beaucoup la reconnaissance publique de la part du gouvernement, et en particulier de la part du ministre Moore et plus récemment du ministre Flaherty, de l'importance du rôle des arts et de la culture pour favoriser la croissance économique, ainsi que la création d'emplois et de richesse dans nos collectivités.

La CMPA reconnaît le contexte financier difficile dans lequel le gouvernement doit élaborer le prochain budget fédéral. Dans ces circonstances, nous reconnaissons tout à fait qu'un des principaux objectifs à court terme du gouvernement est d'éviter de nouvelles dépenses de programme. Cela dit, nous sommes d'avis qu'un investissement public supplémentaire très modeste et ciblé de façon précise dans notre secteur pourrait aider à renverser les importantes tendances à la baisse en ce qui a trait aux coproductions internationales, aux exportations et à l'emploi. Nous sommes convaincus que, grâce à un effort concerté pour renverser ces tendances, notre secteur serait en mesure de créer plus d'emplois et d'accroître davantage sa contribution au PIB du Canada.

Nous remarquons que le volume de la production de contenu canadien a plafonné au cours des 3 dernières années et qu'il a diminué de 5,5 % depuis la période de haute activité de 2006-2007. En outre, l'emploi total a diminué pour passer de 140 000 emplois en 2002-2003 à 117 000 emplois en 2009-2010. Nos coproductions annuelles réalisées dans le cadre d'accords officiels ont également beaucoup diminué, passant de 859 millions de dollars en 2000 à 460 millions de dollars en 2009. La part des budgets de coproduction provenant uniquement de sources étrangères a chuté de 150 millions de dollars au cours de la même période. De plus, la valeur à l'exportation des productions canadiennes a beaucoup diminué pour passer de 619 millions de dollars en 1999-2000 à 215 millions de dollars en 2009-2010.

Les tendances mentionnées plus haut expliquent pourquoi la CMPA insiste depuis plusieurs années sur la nécessité que les producteurs indépendants collaborent avec le gouvernement du Canada afin d'élaborer une stratégie d'investissement et de commerce international pour notre secteur. Nous croyons fermement que la croissance future du secteur de la production indépendante dépend de notre capacité de renverser les tendances en ce qui a trait aux coproductions, au financement étranger et aux exportations. En un mot, nous devons mettre davantage l'accent sur les possibilités qui existent sur les marchés internationaux.

Nous avons récemment recommandé ce genre d'approche dans le contexte des consultations sur la stratégie relative à l'économie numérique du gouvernement. Nous avons plus particulièrement indiqué la nécessité :

- de mettre en œuvre un nouveau cadre stratégique pour les coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels,
- de créer un nouveau fonds de 50 millions de dollars réservé au financement des coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels, et
- d'établir un nouveau programme d'expansion des exportations afin d'aider les producteurs à nouer des relations d'affaires efficaces et durables sur les principaux marchés internationaux.

Nous sommes très heureux que le gouvernement mette en œuvre un nouveau cadre stratégique pour les coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels et qu'il négocie aussi actuellement une nouvelle entente de coproduction avec l'Inde. Aussi, étant donné l'environnement financier actuel, nous comprenons que le moment n'est pas idéal pour implanter un nouveau programme de 50 millions de dollars visant à soutenir la création de coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels. Toutefois, nous sommes d'avis qu'un petit investissement supplémentaire d'environ 2 millions de dollars par année pour un nouveau programme d'expansion des exportations à l'intention des producteurs indépendants permettrait de réaliser des gains importants afin d'attirer davantage d'investissements de l'étranger et d'augmenter les exportations. En fin de compte, nous pensons que ce petit investissement pourrait produire des résultats très positifs qui permettraient d'accroître considérablement la contribution de notre secteur au PIB du Canada et de créer des emplois.

Par conséquent, nous recommandons que le gouvernement du Canada envisage d'allouer 2 millions de dollars à la création d'un nouveau programme d'expansion des exportations à l'intention des producteurs indépendants dans le budget fédéral de 2012-2013.

Introduction

La Canadian Media Production Association (CMPA) est l'association nationale de l'industrie qui représente les grandes entreprises de production indépendantes dans le secteur de la télévision, des longs métrages et des médias interactifs sur le marché anglophone. Notre association compte près de 400 entreprises dans l'ensemble du Canada qui sont toutes la propriété de Canadiens et sous contrôle canadien. Par « indépendantes », nous entendons des entreprises qui ne sont pas la propriété ou sous le contrôle d'une entité de télédiffusion canadienne ni d'une société mère.

La CMPA souhaite remercier le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui donner l'occasion de participer à l'élaboration du prochain budget fédéral du gouvernement du Canada. Nous félicitons le Comité d'avoir fait appel à des personnes et à des groupes afin d'obtenir des commentaires sur des questions importantes concernant le budget, notamment comment stimuler la création d'emplois et l'investissement des entreprises afin d'assurer à tous les Canadiens la prospérité et un niveau de vie élevé.

Nous avons tous ces mêmes objectifs en commun. La CMPA a à cœur de poursuivre sa collaboration avec tous les ordres de gouvernement et les autres intervenants afin de stimuler la croissance de l'emploi et l'investissement des entreprises dans notre secteur. Notre principal objectif est d'aider les producteurs indépendants à bien se positionner afin de contribuer davantage à la richesse économique et à la diversité culturelle du Canada dans l'ère numérique.

Le secteur de la production indépendante est très reconnaissant du soutien qu'il reçoit du gouvernement du Canada chaque année. Récemment, dans le budget de 2011, le gouvernement prévoyait accorder 100 millions de dollars par année au Fonds des médias du Canada. Ce fonds, qui a été annoncé en mars 2009 par le ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles, l'honorable James Moore, est essentiel pour soutenir une masse critique de programmes canadiens de haute qualité dans des genres de programmes qui sont sous-représentés au sein du système télévisuel et ayant des contenus novateurs pour les plateformes numériques.

Nous apprécions également grandement la reconnaissance publique de la part du gouvernement, et en particulier de la part du ministre Moore et plus récemment de la part du ministre des Finances, l'honorable James Flaherty, de l'importance du rôle des arts et de la culture pour favoriser la croissance économique, ainsi que la création d'emplois et de richesse dans nos collectivités. Nous sommes entièrement d'accord avec les commentaires formulés récemment le ministre Flaherty à Mississauga (Ontario) selon lesquels le fait de soutenir la culture canadienne contribue à soutenir l'économie canadienne. De telles déclarations publiques témoignent du solide engagement du gouvernement conservateur envers les industries créatives et la communauté de la production indépendante.

La CMPA reconnaît le contexte financier difficile dans lequel le gouvernement doit élaborer le prochain budget fédéral. Bien que le Canada s'en soit mieux sorti que la plupart des principaux pays durant le ralentissement économique, la possibilité d'une forte croissance intérieure soutenue pour l'avenir est non seulement incertaine, mais elle dépend également de plusieurs facteurs internationaux qui sont en grande partie hors de son contrôle. Dans ces circonstances, nous reconnaissons tout à fait qu'un des principaux objectifs à court terme du gouvernement est de régler le problème du déficit actuel et d'éviter de nouvelles dépenses de programme.

Cela dit, nous sommes d'avis qu'un investissement public supplémentaire très modeste et ciblé de façon précise de la part du gouvernement du Canada dans notre secteur pourrait aider à renverser les importantes tendances à la baisse en ce qui a trait aux coproductions internationales, aux exportations et à

l'emploi. Nous sommes convaincus que, grâce à un effort concerté pour renverser ces tendances, notre secteur serait en mesure de créer plus d'emplois et d'accroître davantage sa contribution au PIB du Canada.

Toutefois, avant de présenter précisément notre proposition, nous vous décrirons brièvement le secteur de la production indépendante ainsi que certaines tendances pertinentes qui soulignent la nécessité de prendre des mesures dans ce domaine.

Aperçu du secteur de la production indépendante

Les entreprises de production sont le moteur entrepreneurial de l'activité économique dans notre industrie. Elles dénichent des histoires canadiennes inspirantes et en obtiennent les droits. Elles amassent les fonds nécessaires auprès de sources nationales et internationales afin de concevoir et de produire des émissions à partir de ces histoires. Elles négocient chaque contrat, embauchent tous les acteurs et toute l'équipe de production, louent l'équipement et les installations, et elles obtiennent tous les permis requis pour mener ces productions à terme. Et, enfin, elles livrent le produit fini dans l'échéance prévue – et, si tout se déroule selon les plans, dans le budget prévu – à un télédiffuseur, à un distributeur ou à un autre agrégateur de contenu. Ces trois derniers segments sont responsables de la promotion et de l'exploitation de ces émissions dans une vaste gamme de plateformes visuelles qui sont maintenant accessibles aux consommateurs.

En 2009-2010, la production de longs métrages et d'émissions de télévision a contribué au PIB du Canada à hauteur de 6,8 milliards de dollars.

Comme l'indique la figure 1, la part du PIB générée par la production de contenu canadien à elle seule était de près de 3,2 milliards de dollars. Ce segment de l'industrie est plus important que les tournages étrangers et la production interne des diffuseurs.

Il est intéressant de constater que le secteur canadien de la production de films et d'émissions de télévision contribue plus au PIB du Canada que le secteur manufacturier des ordinateurs et des produits électroniques (6 milliards de dollars), le secteur du transport aérien (5,7 milliards de dollars) et l'industrie de la foresterie et de l'exploitation forestière (4,3 milliards de dollars), pour ne mentionner que ceux-là.

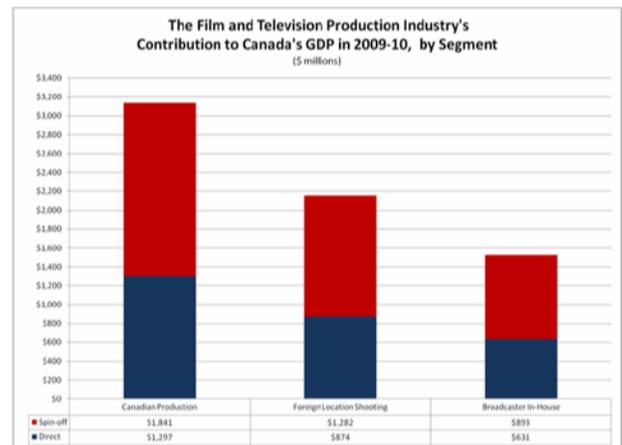


Figure 1 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada – Profil 2010

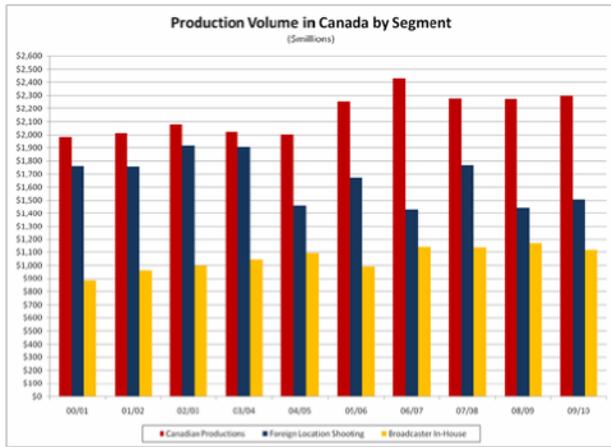


Figure 2 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada – Profil 2010

Malgré une constance dans le volume de la production au cours des 3 dernières années, le nombre d'emplois total a diminué. Comme l'indique la figure 3, le nombre d'emplois total a chuté, passant de 140 000 en 2002-2003 à 117 000 en 2009-2010. Cet écart représente une diminution de 19 % depuis 2002-2003 et une diminution de 10 % depuis 2006-2007, année où le volume de production était à son plus haut. La tendance à la baisse du nombre d'emplois est attribuable à plusieurs facteurs. Mentionnons plus particulièrement un changement dans les genres de productions au cours des dernières années vers des émissions vérité et de télé-réalité ou axées sur le style de vie, un type d'émissions qui demande habituellement moins de main-d'œuvre.

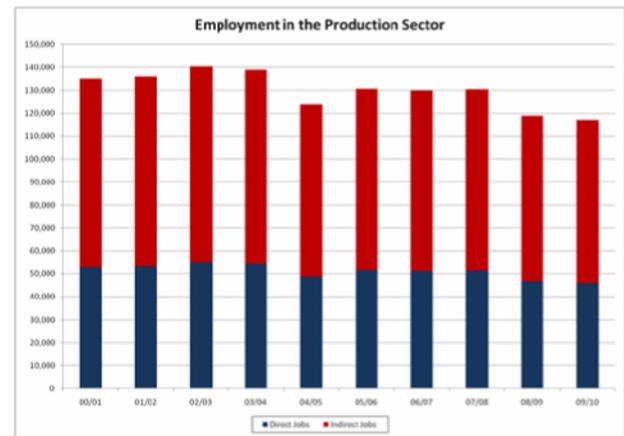


Figure 3 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada – Profil 2010

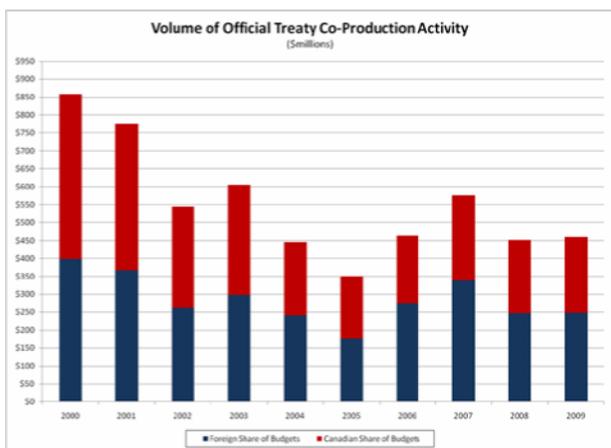


Figure 4 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada – Profil 2010

La diminution importante du volume annuel des coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels au cours des 10 dernières années est un autre facteur clé ayant miné la croissance du secteur des productions canadiennes et ayant eu des répercussions négatives sur l'emploi. Comme le montre la figure 4, le volume annuel de ces coproductions a diminué de 46 % depuis 2000; la valeur des activités est passée de 859 millions de dollars à seulement 460 millions de dollars en 2009. La part des budgets provenant uniquement de sources étrangères a chuté de 150 millions de dollars au cours de la même période.

Le défi auquel font face les producteurs pour attirer du financement étranger ou pour pénétrer les marchés internationaux en ce qui concerne les productions canadiennes se reflète bien dans les données existantes sur les exportations. Comme l'indique la figure 5, la valeur à l'exportation de la production canadienne a diminué considérablement au cours des 10 dernières années, passant de 619 millions de dollars en 1999-2000 à presque 215 millions de dollars en 2009-2010, ce qui représente une diminution d'environ 65 %.

Une stratégie d'investissement et de commerce international visant à favoriser la croissance future dans le secteur des productions canadiennes

Les tendances mentionnées plus haut expliquent pourquoi la CMPA insiste depuis plusieurs années sur la nécessité que les producteurs indépendants collaborent avec le gouvernement du Canada afin d'élaborer une stratégie d'investissement et de commerce international pour notre secteur. Nous croyons fermement que la croissance future du secteur de la production indépendante dépend de notre capacité de renverser les tendances en ce qui a trait aux coproductions, au financement étranger et aux exportations. En un mot, nous devons mettre davantage l'accent sur les possibilités qui existent sur les marchés internationaux. Nous avons récemment recommandé ce genre d'approche dans le contexte des consultations sur la stratégie relative à l'économie numérique du gouvernement. Nous avons plus particulièrement indiqué la nécessité : i) de mettre en œuvre un nouveau cadre stratégique plus souple pour les coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels, ii) de créer un nouveau fonds de 50 millions de dollars réservé au financement des coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels, et iii) d'établir un nouveau programme d'expansion des exportations afin d'aider les producteurs à nouer des relations d'affaires efficaces et productives sur les principaux marchés internationaux.

Nous sommes très heureux que le gouvernement mette en œuvre un nouveau cadre stratégique pour les coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels et qu'il négocie aussi actuellement un nouvel accord de coproduction avec l'Inde. Nous espérons qu'il y aura d'autres annonces du genre dans un avenir prochain. Aussi, étant donné l'environnement financier actuel, nous comprenons que le moment n'est pas idéal pour implanter un nouveau programme de 50 millions de dollars visant à soutenir la création de coproductions réalisées dans le cadre d'accords officiels. Toutefois, nous sommes d'avis qu'un petit investissement supplémentaire d'environ 2 millions de dollars par année pour un nouveau programme d'expansion des exportations à l'intention des producteurs indépendants permettrait de réaliser des gains importants afin d'attirer davantage d'investissements de l'étranger et d'augmenter les exportations. En fin de compte, nous pensons que ce petit investissement pourrait produire des résultats très positifs qui permettraient d'accroître considérablement la contribution de notre secteur au PIB du Canada et de créer des emplois.

Par conséquent, nous recommandons que le gouvernement du Canada envisage d'allouer 2 millions de dollars à la création d'un nouveau programme d'expansion des exportations dans le budget fédéral de 2012-2013.

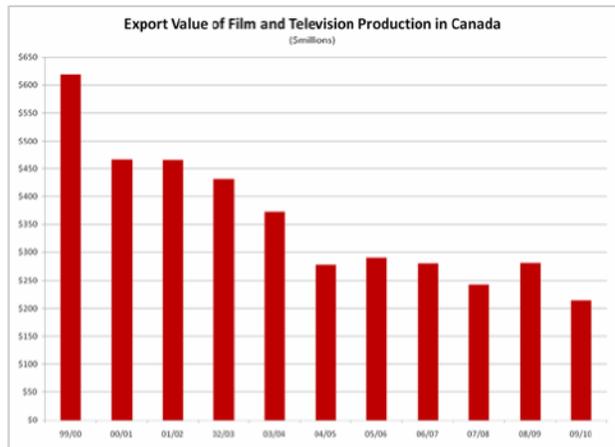


Figure 5 : Rapport économique sur l'industrie de la production de contenu sur écran au Canada – Profil 2010

Nous avons modélisé la façon dont le nouveau programme pourrait fonctionner. En général, nous pensons que le programme devrait fonctionner selon une approche de financement à parts égales et qu'il devrait comprendre deux volets : le premier visant à fournir un soutien à chacun des producteurs afin qu'ils puissent se déplacer et participer à des conférences et à des salons professionnels internationaux, et le second visant à fournir du soutien aux missions commerciales officielles constituées de représentants de l'industrie dans des marchés clés.

Le volet sur les conférences et les salons professionnels internationaux vise à reconnaître le fait que ces forums internationaux accueillent habituellement des milliers d'investisseurs et d'acheteurs de contenu provenant de marchés de partout dans le monde. Le but du volet consacré aux missions commerciales officielles serait d'établir des relations d'affaires durables entre les producteurs canadiens et les producteurs étrangers dans des pays clés comme l'Inde, la Chine et le Brésil, qui offrent des possibilités d'échanges commerciaux accrus ainsi qu'un accès à du financement étranger.

Selon notre modélisation, et en supposant qu'une approche de financement à parts égales soit utilisée, nous sommes convaincus que chaque année nous serions en mesure de soutenir quelque 400 producteurs canadiens afin qu'ils participent à des salons professionnels et à des conférences, ainsi que 4 ou 5 missions commerciales officielles regroupant chacune de 7 à 10 producteurs canadiens prêts à se lancer en affaires.

La CMPA a une longue expérience de l'administration efficace de programmes similaires au nom de plusieurs partenaires de l'industrie et du gouvernement. Nous sommes certains que nous pourrions élargir l'étendue de nos activités actuelles dans ce domaine afin d'assumer la responsabilité d'administrer le nouveau programme d'expansion des exportations au nom du gouvernement du Canada.

Conclusion

En terminant, la CMPA souhaite remercier encore une fois le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui donner l'occasion de participer à l'élaboration du prochain budget du gouvernement du Canada.

Bien que le secteur canadien de la production indépendante contribue déjà considérablement au PIB du Canada et à l'emploi, nous croyons fermement qu'il existe un potentiel élevé de croissance dans notre industrie, laquelle entraînera à son tour une augmentation des possibilités d'emplois pour des milliers de Canadiens à l'échelle du pays. Toutefois, l'atteinte de cet objectif dépend de notre capacité de renverser le mouvement de baisse en ce qui concerne les coproductions, le financement étranger et les exportations, et de notre capacité d'exploiter plus à fond les possibilités qui existent sur les marchés étrangers.

Par conséquent, la CMPA recommande la création d'un nouveau programme d'expansion des exportations évalué à 2 millions de dollars par année afin de favoriser l'atteinte de cet objectif. La CMPA, grâce à son expérience de la gestion des programmes de soutien et à son expertise liée au secteur de la production indépendante, serait prête à administrer le nouveau programme au nom du gouvernement du Canada, si les responsables le jugent nécessaire.

Nous sommes à votre entière disposition si vous souhaitez examiner de manière plus détaillée notre proposition.

Le tout respectueusement soumis,

Norm Bolen
Président et président-directeur général

-- Fin du document --